

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.96.266

20 août 1996

(96-3268)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Industrie Canada
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Systèmes et services de radiocommunications
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement concernant la radiocommunication, les autorisations de radiocommunication, les exemptions d'autorisation et l'utilisation des appareils radio, du matériel radiosensible et du matériel brouilleur (pages 2104-2155).
6.	<p>Teneur:</p> <p>Industrie Canada gère l'utilisation et le développement du spectre des fréquences radioélectriques. L'un des objectifs principaux de la politique de spectre est de promouvoir et de soutenir l'expansion ordonnée ainsi que le fonctionnement efficace des systèmes et des services de radiocommunications afin de répondre aux impératifs de souveraineté et de sécurité du Canada et d'en faire profiter les Canadiens sur les plans économique, culturel et social.</p> <p>L'industrie canadienne des télécommunications évaluée à plusieurs milliards de dollars repose sur le spectre des fréquences radioélectriques qui est également nécessaire aux services de radiodiffusion, radio mobile, de satellite, cellulaire et de sécurité publique. En tant que ressource naturelle limitée mais renouvelable, le spectre des fréquences radioélectriques a besoin de règlements i) pour se protéger contre l'usage abusif; ii) pour assurer aux usagers radio une quantité minimale de brouillage; iii) pour atteindre l'utilisation optimale du spectre des fréquences radioélectriques; iv) pour assurer que les développements au Canada respectent les objectifs de politique sociale et économique; et v) pour établir un niveau de contrôle suffisant de l'utilisation du spectre.</p> <p>L'évolution et l'application rapides des nouvelles technologies radio encombrant et limitent de plus en plus le spectre, particulièrement dans le cas des demandes de nouveaux services qui augmentent constamment. L'exploitation équitable de la ressource spectrale nécessite l'établissement d'une série de règlements, de normes, de politiques et de procédures efficaces.</p>

A la suite de la proclamation de la Loi sur la radiocommunication en octobre 1989, une série de nouveaux pouvoirs juridictionnels très flexibles et d'une plus grande portée ont été accordés au Ministre et au Gouverneur en conseil. La nouvelle loi a également nécessité la création d'une nouvelle réglementation, et a poussé le Ministère à entreprendre un examen de son programme, de ses politiques et de ses règlements, à la suite duquel un nouveau règlement a été élaboré. La consultation des groupes d'intérêt au début de ce projet s'est révélée essentielle à sa réussite.

Le Règlement sur la radiocommunication remplacera le Règlement général sur la radio, Parties I et II, le Règlement sur les certificats d'opérateur radio et le Règlement sur le matériel brouilleur.

7. Objectif et justification: Protection du réseau

8. Documents pertinents: Gazette du Canada, Partie I, 27 juillet 1996

9. Date projetée pour l'adoption: }
Date projetée pour l'entrée en vigueur: } Non cité

10. Date limite pour la présentation des observations: 10 octobre 1996

11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: